

« Raffineurs et écolos unis »

Formation et maintien d'une coalition contestataire à la raffinerie de Grandpuits

Nils Hammerli

Résumé : Cet article analyse la formation et le maintien d'une coalition contestataire entre syndicalistes et militants écologistes à la raffinerie de Grandpuits. Il explicite d'abord les stratégies de légitimation organisationnelles à l'œuvre avec cette alliance. Il objective ensuite le rôle des positions sociales des militants dans la formation de l'alliance. Il analyse enfin les raisons pour lesquelles l'alliance se maintient malgré son hétérogénéité interne.

Mots-clés : alliance militante – syndicalistes – écologistes – légitimation – dispositions – interactionnisme

Le 9 février 2021, des raffineurs en grève et des militants écologistes se rassemblent devant le siège de Total à La Défense. Des syndicalistes ouvriers de la section CGT de la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) et des porte-paroles d'ONG écologistes (Greenpeace, les Amis de la Terre) affichent leur unité dans un combat contre la reconversion de cette raffinerie en une « plateforme zéro pétrole » par Total et le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui l'accompagne. Cette reconversion est annoncée par le groupe pétrolier en septembre 2020. En opposition au PSE, les raffineurs mènent une grève reconductible, votée par l'intersyndicale CGT, FO et CFDT du site, du 4 janvier au 11 février 2021. Les organisations écologistes présentes soutiennent les raffineurs en grève et dénoncent le « greenwashing » utilisé par Total pour « masquer la casse sociale ». Elles élaborent, avec différentes instances de la CGT (section de Grandpuits, union départementale de Seine-et-Marne, confédération), la Confédération Paysanne (CP)¹, Attac et l'Institut négaWatt, un projet de reconversion du site industriel alternatif à celui annoncé par Total. Elles soutiennent et accompagnent également la section CGT du Grandpuits, seul syndicat du site qui n'a pas signé les mesures sociales d'accompagnement (MSA) de la reconversion, dans la contestation juridique qu'elle a entamée contre le PSE en février 2021 et qu'elle a été définitivement perdue en janvier 2022.

La littérature existante sur les coalitions entre organisations syndicale et écologistes porte principalement sur le mouvement antinucléaire des années 1970. Au cours de l'année 1976, syndicalistes et écologistes s'unissent contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires en Bretagne et en Loire-Atlantique, contre l'extension de l'usine de traitement des déchets nucléaires de la Hague et se rassemblent lors des Assises du nucléaire à Cherbourg. La formation de ces coalitions entre la CFDT et des organisations antinucléaires à partir de 1975 s'explique notamment par leur inscription dans les « vagues contestataires » post-68 et, pour la CFDT, dans la continuité de son positionnement critique à l'encontre des politiques françaises de développement énergétique (Bécot, 2018). La présence dans ces coalitions de « militants multipositionnés dans l'organisation syndicale et dans les réseaux de la

* Nils Hammerli est étudiant en sociologie dans le Master "Pratique de l'interdisciplinarité en sciences sociales (EHESS et ENS-PSL)

courriel:

nilshammerli@gmail.com

1. La liste des sigles utilisés pour les organisations est exposée à la fin de l'article.

gauche radicale ou écologiste » (ibid. : 31) et de syndicalistes et écologistes se connaissant préalablement (Ghis Malfilatre, 2021) est mentionnée et semble jouer un rôle dans leur constitution. Des « échanges contradictoires » et des « interactions parfois houleuses » entre syndicalistes et écologistes sont rapportés et contribuent au délitement de ces coalitions en 1977 (ibid. : 78).

Le terrain de Grandpuits se distingue d'abord des coalitions étudiées par les organisations impliquées : Greenpeace (GP) et la CGT n'ont pas participé aux alliances des années 1970. Il a d'ailleurs longtemps existé une défiance réciproque entre la CGT et les organisations écologistes (Bécot, 2013 ; Fréour, 2004). Plus généralement, les frontières contemporaines entre le champ syndical et les univers militants associatifs demeurent relativement étanches (Bérout, 2015). Cette alliance se distingue également de celles des années 1970 par l'implication du secteur pétrolier. Au vu du rôle central des énergies fossiles dans le dérèglement climatique, cette coalition offre l'occasion d'étudier le positionnement des syndicats de ce secteur à l'égard d'une écologisation de sa reconversion et les relations entretenues avec des organisations écologistes, qui appellent à la fin des énergies fossiles. Enfin, si le contexte de l'alliance de Grandpuits diffère de celui des années 1970 par l'estompement de l'horizon révolutionnaire et par l'effondrement des effectifs syndicaux, ces deux périodes historiques partagent quelques traits communs contribuant à expliquer la formation de telles coalitions. Elles sont toutes les deux marquées par une importante conflictualité sociale (Mai 68 et nombreux conflits du travail dans les années 1970 ; mouvement des gilets jaunes, mobilisations contre de nombreuses lois à l'instar de la loi travail de 2016 et de la réforme des retraites de 2019 pour les années 2010-2020). Une période intense de mobilisation facilite la constitution d'alliances entre différents protagonistes en lutte. D'importants mouvements relevant de l'écologie politique (mouvement antinucléaire des années 1970 ; mouvement climat et mouvement des « zone à défendre » pour les années 2010-2020) émergent au cours de ces deux périodes. L'écologie politique étant devenue une question centrale dans les années 1970 et 2010-2020, les syndicats sont incités à se rapprocher de cette cause et des acteurs qui les portent. Les logiques de formation de cette coalition contestataire méritent ainsi d'être éclairées au regard du contexte dans lequel elle s'inscrit. Pour cela, une première partie de l'article explicitera les stratégies organisationnelles ayant conduit à la construction de cette alliance (1).

Cet article propose de se pencher à nouveau sur l'étude des alliances entre syndicats et écologistes. Si le rôle des positions sociales des intermédiaires² des coalitions des années 1970 est mentionné dans les études citées, il ne fait pas l'objet d'une analyse approfondie. Pourtant, les relations entre les mondes populaires et les militants écologistes, appartenant très majoritairement aux classes moyennes fortement dotées en capital culturel (Ollitrault, 2008), ne sont pas toujours de l'ordre de la coopération (Malier, 2021) et peuvent être antagonistes (Misch, 2008). Dans une deuxième partie, il s'agira alors d'étudier avec précision ce que la formation d'une coalition entre des membres de ces groupes sociaux doit aux dispositions sociales des intermédiaires de cette mobilisation (2).

2. Les intermédiaires qualifient ici les agents qui mettent en lien des univers militants antérieurement éloignés. La littérature sur les mouvements sociaux utilise usuellement la notion de « courtier » (Mc Adam, Tarrow et Tilly, 2001) pour désigner ces agents. Le terme d'« intermédiaire » est préféré ici à celui de « courtier » au vu de la connotation financière de ce dernier, qui est dérangeante pour qualifier des militants antilibéraux et anticapitalistes.

L'alliance de Grandpuits s'est formée en octobre 2020 et subsiste toujours en mai 2022, à l'heure où j'écris ces lignes. Ce maintien ne va pas non plus de soi au vu du délitement des coalitions des années 1970. Si l'explication du maintien ou du délitement des unions contestataires passe par des facteurs organisationnels et dispositionnels, elle doit être complétée par l'analyse des interactions entre leurs membres. Une telle étude, qui n'a pas pu être menée de manière approfondie dans les travaux cités au vu de l'ancienneté du mouvement antinucléaire, permettra ici de comprendre plus précisément ce qui fait qu'une coalition « tient » sur la durée. Des travaux de la sociologie interactionniste se sont intéressés à la fréquence et aux modalités de (dé)conflictualisation des discussions dans les sociabilités associatives (Eliasoph, 2010 [1998] ; Hamidi, 2006) et dans les échanges entre amis, collègues, voisins ou membres d'une même famille (Comby, 2011). Inspirée de ces approches, la démarche proposée dans la troisième partie de l'article vise à répondre aux questions suivantes afin de déterminer les conditions interactionnelles de maintien de la coalition : les sujets non consensuels sont-ils abordés en son sein ? Si oui, de quelle manière le sont-ils et comment expliquer qu'ils ne conduisent pas à la désagrégation de l'alliance malgré son hétérogénéité ? (3)

Pour répondre à ces questions, j'ai enquêté sur cette coalition dans le cadre de mon mémoire de M2. Entre avril 2021 et avril 2022, j'ai assisté à 5 réunions d'élaboration du projet alternatif porté par la coalition. J'ai enregistré ces réunions, retranscrit les enregistrements et n'y suis intervenu que pour me présenter et pour poser des questions de compréhension. J'ai également mené 7 entretiens semi-directifs auprès de participants aux réunions appartenant à la CGT (n=3), à GP (n=1), aux Amis de la Terre (AT) (n=2) et à la CP (n=1). J'ai réalisé ces entretiens avec les militants de ces organisations qui assistaient régulièrement aux réunions d'élaboration du projet alternatif. Si l'alliance ne se limite pas à eux (des militants de chaque organisation participant à l'élaboration du projet alternatif s'y sont engagés plus ponctuellement et d'autres organisations comme Alternatiba, Oxfam ou Extinction Rebellion y ont participé de manière plus éphémère), me concentrer sur ces intermédiaires les plus actifs permet d'appréhender avec précision les logiques de formation et de maintien de la coalition. Ils en sont à l'origine et sont ceux qui ont eu le plus d'interactions entre eux. Ces interactions sont loin de se limiter aux réunions observées. Pour cette raison, les entretiens sont une source riche d'informations sur les dynamiques interactionnelles de la coalition. Ils permettent également de renseigner les trajectoires sociales des participants ainsi que les intérêts qu'ont leurs organisations à s'investir dans la coalition. J'ai enfin assisté à 2 actions militantes autour de cette coalition, dont une en tant que sympathisant lorsque je n'enquêtai pas encore pour mon mémoire. Si j'ai occupé la position de sympathisant à ce moment là, je n'ai participé à aucun aspect de la mobilisation en tant que militant et ai mené les entretiens et le reste des observations exclusivement en tant que sociologue.

Deux projets de reconversion en concurrence

Le projet de reconversion élaboré par Total se compose d'une usine de « biocarburants » qui, selon la multinationale, « offrent une réduction d'au moins 50 % des émissions de CO₂ par rapport à leur équivalent fossile », d'une usine de « bioplastique fabriqué à partir de sucre et non pas de pétrole, biodégradable et recyclable » et enfin d'une usine de recyclage de plastiques « basée sur une technologie de recyclage innovante ». Ces usines devraient être mises en service entre 2024 et 2025. Cette reconversion mobilise des investissements conséquents, de l'ordre de 500 millions d'euros. Elle passe, selon Total, par la suppression de 250 emplois (150 emplois directs et 100 emplois sous-traitants) sur un total de 700 emplois (400 emplois directs et 300 emplois sous-traitants). Malgré ces suppressions de postes, l'entreprise met en avant « un redéploiement industriel responsable sans aucun licenciement » dans lequel « chaque collaborateur [se verra proposer] une solution adaptée à sa situation grâce à des départs en retraite anticipés et des mobilités internes vers d'autres sites du groupe »³. La mobilisation des raffineurs a permis le maintien de 13 postes directs supplémentaires par rapport aux 250 initialement prévus.

Les militants de l'alliance critiquent l'aspect non écologique des technologies employées sur la nouvelle plateforme de Grandpuits⁴ : les biocarburants émettent plus de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles, les plastiques recyclés nécessitent l'incorporation de pétrole et les bioplastiques font appel à la monoculture intensive de betteraves sucrières, néfaste pour l'environnement. Ils dénoncent également la suppression de 700 emplois⁵.

Face à Total, ils élaborent un projet de reconversion industriel alternatif pour le site de Grandpuits, qui ne génère aucune suppression de poste. Les pistes industrielles envisagées sont la production d'hydrogène vert, la production de biogaz ainsi que le traitement et l'utilisation du chanvre comme matériau. Dans cette configuration, le maintien d'une production industrielle est présenté comme compatible avec la défense de l'environnement à condition d'employer des technologies réellement vertes, pertinentes sur le site et le territoire concernés et dont les usages répondent à des besoins sociaux.

L'alliance comme mode de légitimation

La formation de la coalition s'explique d'abord par l'intérêt que les organisations ont à agir ensemble. La direction de Total est un adversaire commun aux parties prenantes de l'alliance. Elles n'ont pourtant pas toujours agi ensemble. Il faut donc rendre compte des stratégies de l'alliance en les replaçant dans leur contexte.

I.1. Légitimation écologiste d'une grève ouvrière et d'une organisation trotskyste

L'écologisation du conflit social de Grandpuits est amorcée par Total qui présente la reconversion du site comme un moyen d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Elle s'inscrit dans la stratégie déployée depuis 2006 par la multinationale pour « défendre sa légitimité publique face aux critiques

3. <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/actualites/transition-energetique-total-trans-forme-sa-raffinerie-grandpuits>

4. <https://www.amisde-laterre.org/wp-content/uploads/2021/01/decryptage-plan-raffinerie-grandpuits.pdf>

5. Le nombre d'emplois supprimés est un enjeu de luttes entre la direction de Total, qui annonce la suppression de 250 emplois, et la CGT, qui avance le chiffre de 700 emplois supprimés (200 emplois directs et 500 emplois sous-traitants). Le syndicat reproche à la direction de ne comptabiliser que les CDI en contrat à l'année et non pas l'ensemble des heures annuelles de travail sur un cycle de sept ans, les raffineries s'arrêtant tous les sept ans pour des travaux de réparation et de maintenance globale des installations nécessitant la mobilisation d'un nombre important de sous-traitants.

environnementales » (Bonneuil, Choquet et Franta, 2021). En réponse à ce verdissement de Total, Valentin (pompier à la raffinerie, 34 ans), porte-parole de la section CGT de Grandpuits lors de la mobilisation, et Arthur (opérateur extérieur en raffinage, 29 ans)⁶, les deux syndicalistes de la section les plus impliqués dans l'alliance, conçoivent cette dernière comme un moyen de délégitimer l'argumentaire écologiste de l'entreprise :

Arthur : Y'a moi et Val qu'avons pensé en disant il faut défoncez Total sur l'écologie, et la meilleure façon de défoncez des arguments écologiques, c'est quand c'est des écologistes qui le font [Entretien du 30/04/2021]

Les reconversions industrielles opérées au nom de la transition énergétique font courir le risque aux ouvriers qui s'y opposent « d'être stigmatisés pour irresponsabilité face à l'urgence économique-environnementale » (Cacciari, Dodier, Fournier, Gallenga et Lamanthe, 2014). La production par les militants écologistes de l'alliance d'une expertise dénonçant l'aspect non écologique du projet de reconversion de Total est ainsi une ressource précieuse afin de légitimer l'opposition des salariés au PSE. Comme dans d'autres coalitions, la circulation de répertoires d'action peut être une ressource pour une partie des militants qui la composent (Mathieu, 2009). L'élaboration d'un projet de reconversion, différent de celui de Total, en collaboration avec ces militants s'inscrit dans la même logique pour les syndicalistes. Il vise à proposer une alternative crédible d'un point de vue écologique et social et à être pris au sérieux dans leur opposition à Total. Il faut souligner qu'une précédente alliance avait eu lieu entre des cégétistes de la raffinerie Total de la Mède (Bouches-du-Rhône) et les AT (Amis de la Terre). Ce précédent d'alliance a favorisé la constitution de celle de Grandpuits dans la mesure où ce sont les cégétistes de la Mède qui ont recommandé à ceux de Grandpuits d'entrer en contact avec les organisations écologistes.

On pourrait penser que le ralliement de la section CGT de Grandpuits correspond à un alignement sur les positions de la confédération. En effet, cette dernière est engagée dans une coalition avec ces mêmes organisations écologistes au sein du collectif « Plus jamais ça » (PJC)⁷, qui soutient la lutte de Grandpuits. Ce n'est toutefois « pas du tout »⁸ dans la continuité de la participation de la confédération à PJC que Valentin et Arthur s'allient avec des militants écologistes. Ils critiquent d'ailleurs la logique « réformiste » de la confédération, qui selon lui se voit comme un « syndicat de pression » qui va « appeler Bruno Le Maire » pour exprimer son mécontentement. Ces observations vont dans le sens des analyses de Françoise Piotet (2009) à propos de la distance des sections syndicales CGT vis-à-vis des prises de position confédérales. Ils ne s'alignent pas non plus sur les positions de la Fédération nationale des industries chimiques (FNIC) de la CGT, à laquelle la section de Grandpuits appartient, qui selon eux s'oppose à leur alliance avec les écologistes et qui ne serait pas favorable au dépassement des énergies fossiles. Ils mènent d'ailleurs un combat interne au sein de la FNIC pour faire adopter une motion visant à prendre davantage en compte les enjeux écologiques au sein de la fédération et à défendre les alliances entre

6. Les prénoms ont été anonymisés.

7. Ce collectif est une coalition, composée notamment par Attac, la CP, la CGT, la FSU, GP, les AT, Oxfam et Solidaires, qui s'est formée en janvier 2020 afin de se battre conjointement pour « la préservation de la planète et la création d'emplois », <https://plus-jamais.org/qui-sommes-nous/>

8. Sauf mention contraire, les propos d'enquêtés cités dans le corps du texte proviennent des entretiens que j'ai réalisés avec eux.

syndicalistes et écologistes. Ainsi, leur positionnement ne s'explique pas par leur affiliation aux structures confédérales et fédérales de la CGT. C'est leur appartenance à l'organisation trotskyste Révolution Permanente (RP)⁹ qui est déterminante pour la compréhension de leur convergence avec les écologistes. La filiation léniniste de RP place le syndicat « dans une position subalterne par rapport au parti, l'orientation révolutionnaire étant donnée par celui-ci » (Bérout, 2015 : 330). La coalition de Grandpuits est publiquement présentée comme la « démonstration [...] de la force » de la stratégie de RP de promotion de la « classe ouvrière » comme actrice centrale et hégémonique de la « révolution ». De la même manière, le projet de reconversion alternatif sert à mettre en avant le principe trotskyste de « contrôle ouvrier de la production » : « [avec ce projet,] il s'agit de dire "voilà nous si on était aux commandes de la société on ferait ça" ».

1.2. « La transformation qu'on propose [...] c'est pas l'écologie ou le chômage »

La formation de l'alliance de Grandpuits se comprend également au regard du positionnement des organisations écologistes vis-à-vis des enjeux sociaux. La participation des AT à celle-ci s'inscrit dans la continuité d'actions de l'organisation menées qui donnent une importance au devenir des salariés de sites en reconversion industrielle. L'appartenance de l'organisation au collectif PJC ne semble pas avoir été déterminante : s'ils n'avaient pas été membres de PJC, les AT auraient tout de même participé à la coalition de Grandpuits.

Le ralliement de GP à la coalition de Grandpuits est en revanche tributaire de son appartenance à PJC. Jean (chargé de campagne à GP, 54 ans) insiste sur la nécessité du « lien structurel » avec les syndicats que constitue PJC pour que GP participe à une telle coalition avec l'exemple de la reconversion de la raffinerie de la Mède, entre 2017 et 2019 en « bioraffinerie ». GP s'y est opposé dans le cadre d'une campagne contre l'huile de palme mais n'a initialement pas cherché à dialoguer avec des salariés du site. Quelques discussions ont eu lieu avec des syndicalistes à l'issue d'une action organisée sur place, « en solo », par GP mais n'ont toutefois pas abouti à un « message commun ». La participation de l'organisation à la coalition de PJC et à celle de Grandpuits est un tournant dans les relations qu'entretient cette organisation, qui porte habituellement « des revendications strictement écologistes » (Fréour, 2004 : 424), avec la CGT. Deux facteurs permettent d'expliquer ce tournant. D'une part, il s'agit pour GP de légitimer son action par rapport aux questions sociales. La propagation du slogan « fin du monde, fin du mois, même combat » dans le mouvement climat a contraint GP à se positionner plus clairement en faveur des enjeux sociaux. Si Jean affirme que le mouvement des « gilets jaunes » a eu peu d'influence sur le ralliement de GP aux questions sociales, il faut souligner que l'émergence de ce slogan dans le mouvement climat est un effet direct du mouvement des « gilets jaunes » (Gaborit et Grémion, 2019). Il est notable que c'est également une reconfiguration de l'espace

⁹ Je n'analyse pas leur position spécifique au sein de la CGT qui leur permet d'avoir ce rôle là car l'enquête était toujours en cours au moment de la rédaction de cet article.

protestataire qui avait incité GP à participer au mouvement altermondialiste (Fréour, 2004). Des critiques subies sur internet et par les « recruteurs » de GP, chargés de récolter des dons dans la rue¹⁰, ont également incité l'organisation à se rapprocher des syndicats afin de ne pas « se retrouver coincés en étant perçus comme des écolos parisiens, en vélo, qui bouffent du quinoa ». Ce rapprochement permet à GP de se rendre crédible sur l'enjeu de l'emploi :

Jean : *L'idée c'était d'utiliser ça, en tout cas nous Greenpeace, de partir de cet exemple là pour démontrer avec des exemples concrets, et pas juste dans la posture, que la transformation qu'on propose elle est aussi porteuse de création d'emplois ou au moins de maintien de l'activité, c'est pas l'écologie ou le chômage* [Entretien du 28/03/2022]

D'autre part, quelques années avant cette coalition, il a été décidé à GP, dans le cadre de cycles de planification stratégiques tous les trois ans, de « resserrer beaucoup les thématiques sur le climat » et de se positionner plus clairement contre « le modèle libéral », ce qui a fait de Total une cible régulière des campagnes de GP. Le constat de limites aux actions de lobbying menées par l'organisation à l'encontre des multinationales a conduit ses militants à « donner une dimension beaucoup plus politique » à leur action, dimension dans laquelle s'inscrivent les alliances de GP avec la CGT. Les facteurs avancés ici pour expliquer la convergence entre GP et certains syndicats ne sont probablement pas exhaustifs. L'organisation coopère en effet régulièrement avec la CGT et d'autres syndicats lors des Conférences internationales pour le climat (COP) depuis 2009¹¹. Dégager d'autres facteurs d'explications nécessiterait une enquête plus approfondie sur GP et l'évolution de son rapport aux enjeux sociaux et aux syndicats, marquée par une ouverture antérieure à celle décrite par Jean.

2. Le rapprochement social : une condition de connexion d'espaces militants éloignés

Si les intérêts des organisations sont nécessaires à la compréhension de la formation de l'alliance, ils ne sont toutefois pas suffisants. Cette dernière ne fait pas consensus au sein de toutes les organisations. Jean explique ainsi qu'au sein de GP, l'alliance a suscité des réticences : des militants ont craint qu'elle ne conduise l'organisation à des prises de position contraires à son « message de fond » défendu habituellement. L'objectivation des propriétés sociales des intermédiaires des différentes organisations est donc indispensable pour expliquer complètement la formation de cette coalition. Je me concentrerai ici sur les cégétistes et sur les militants des AT et de GP, qui semblent *a priori* les plus éloignés socialement au sein de l'alliance.

2.1. Des syndicalistes ouvriers relativement dotés en capitaux culturels

Valentin et Arthur ont un niveau de capital culturel élevé relativement à l'espace ouvrier dans lequel ils se situent et ont pour spécificité d'être militants de RP au sein de celui-ci. Dans cette partie, leurs trajectoires

10. GP est financée à 100% par des dons privés.

11. <https://basta.media/1er-mai-l-idee-que-les-revendications-ecologiques-seraient-des-preoccupations-de-riches-est-fausse-Renaud-Becot>

sociales et politiques seront décrites puis le rôle de leur position sociale dans la formation et le maintien de la coalition sera analysé.

Après l'obtention d'un baccalauréat ES, Valentin entre à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. Il quitte rapidement la brigade puis connaît quelques mois de travail précaire en tant qu'ouvrier non qualifié. Il se stabilise en étant recruté comme pompier à la raffinerie de Grandpuits. Il est originaire d'une famille située dans le pôle culturel des classes moyennes (ses parents ainsi que son frère et sa sœur exercent des professions intermédiaires de l'enseignement). Il a lui-même des pratiques culturelles proches des classes moyennes : il a longtemps été un lecteur régulier du *Monde diplomatique* après que son frère jumeau, qui a fait des études de sciences sociales, lui offre un abonnement du mensuel à ses 20 ans. Il regarde aussi des conférences sur Youtube d'intellectuels comme Frédéric Lordon. C'est dans la continuité de ces pratiques qu'il « prend une grosse claque écolo » en visionnant le film *Demain* de Mélanie Laurent et Cyril Dion et en lisant le livre *Comment tout peut s'effondrer* de Pablo Servigne. Sa socialisation politique (parents votant à gauche avec qui il écoute régulièrement des émissions politiques sur France Inter, intérêt pour les syndicats pendant ses cours de lycée) le conduit à se syndiquer à la CGT dès son recrutement en CDI à la raffinerie. Son expérience syndicale est en décalage avec ce qu'il attend de ce militantisme. Il regrette que celui-ci soit « apolitique » et c'est seulement à l'arrivée d'Arthur dans le syndicat, en 2016, qu'il estime avoir pu avoir de « vraies discussions politiques » au sein du syndicat. Ce décalage rend compréhensible son entrée dans RP en 2020 à la suite du conflit contre la réforme des retraites de 2019-2020, au cours duquel Arthur et lui rencontrent cette organisation révolutionnaire, alors qu'il n'avait jamais milité dans un parti avant et avait voté LFI en 2017¹².

Arthur, lui, est issu d'une famille populaire très intégrée dans l'univers syndical (mère et grand-mère secrétaires dans une union locale de la CGT, père petit indépendant puis père au foyer qui a milité au PS). Il est titulaire d'un BTS et d'une licence professionnelle « Hygiène, sécurité, environnement ». Dans la continuité de l'engagement familial, il se mobilise en tant qu'étudiant contre la réforme des retraites de 2010. À la sortie de sa licence il occupe pendant quelques mois des petits boulots « à la chaîne » avant d'être embauché comme « diagnostiqueur amiante » dans une PME. Deux ans plus tard, Arthur décide de quitter cet emploi et d'intégrer Total en tant qu'opérateur raffinage. Il se syndique peu après son recrutement en CDI à Total et est rapidement élu suppléant CGT. Il a commencé à s'intéresser aux enjeux environnementaux au cours de sa formation dans laquelle il s'est familiarisé avec les normes environnementales de l'industrie. Il lit également une partie des rapports du Giec depuis 2014.

Valentin et Arthur se distinguent dans l'espace ouvrier par la détention de capitaux scolaires relativement importants. En effet, la possession d'une licence professionnelle ou d'un bac général semble minoritaire chez les raffineurs (Rémy, 2021). Cette position spécifique, combinée à leur socialisation politique, permet d'expliquer l'engagement politique à RP qui fonctionne comme un « espace de reconversion » des capitaux culturels

12. Arthur avait le même rapport aux partis avant son adhésion à RP.

détenus (Rimbert et Crespo, 2004). En effet, l'engagement à RP suppose non seulement la lecture de textes de Lénine et de Trotsky mais amène aussi à fréquenter des militants fortement dotés en capitaux culturels : une partie importante de l'effectif de RP est composée d'étudiants dans l'enseignement supérieur ou travaillant dans l'enseignement. Les ressources culturelles de Valentin et Arthur contribuent à réduire la distance sociale avec ces militants mais également avec les écologistes de la coalition, qui sont fortement diplômés. La façon dont ces syndicalistes se sont familiarisés avec les enjeux écologiques génère une appréhension experte de ces sujets, appréhension qui est dominante chez les militants écologistes (Ollitrault, 2008). Leur possession de capitaux culturels à composante scolaire explique que, contrairement à d'autres contextes, des militants de professions intellectuelles et des syndicalistes du salariat d'exécution entretiennent des relations de coopération et non de compétition sur le terrain contestataire (Mischi, 2016).

2.2. Les effets socialisateurs des cursus de sciences sociales et des contacts préalables avec le champ syndical

La coopération est également favorisée par le rapport des militants écologistes de la coalition au syndicalisme et aux enjeux portés au sein celui-ci. Les trajectoires des trois militants écologistes les plus impliqués à Grandpuits, qui sont tous salariés de leur organisation, seront exposées afin d'analyser ensuite en quoi leurs dispositions sont favorables à la coalition.

Jean a 54 ans et est issu d'un milieu social universitaire (père professeur de lettres à l'université) et militant (mère au foyer, militante dans les mouvements anti-guerre au Vietnam, père ancien militant trotskyste, désormais proche d'EELV). Il a été familiarisé aux organisations syndicales et à leurs enjeux par le militantisme de son père et par celui de parents de nombre de ses amis qui étaient au PCF et à la CGT, bien qu'il se positionne en rupture vis-à-vis de cette forme d'engagement. A la suite de son DEA de science politique, Jean effectue un stage dans la rédaction du *Monde diplomatique* et est, à ce titre, bénévole à un Forum Social européen (FSE), auquel participent des syndicats, dont la CGT. Il est ensuite stagiaire chez GP puis devient salarié. Si les savoir-faire militants acquis lors de sa trajectoire universitaire renforcent sa socialisation primaire aux enjeux syndicaux et facilitent ainsi sa capacité à échanger avec des syndicalistes, ce n'est pas le cas pour Nina, chargée de campagne des AT responsable de la mobilisation de Grandpuits jusqu'en février 2021, qui n'est pas familière du monde syndical avant son arrivée aux AT en 2017. Ses parents sont intermédiaires de commerce et votent généralement à droite. La compréhension de sa participation à la coalition nécessite plutôt de considérer ce qui se joue dans l'univers extrafamilial. Elle affirme avoir toujours été « touchée » par les questions sociales du fait d'avoir vu « l'ampleur de la désindustrialisation » à Roubaix, où elle a grandi. Le passage par le monde universitaire joue également un rôle dans son intérêt pour les questions sociales. Elle est titulaire d'un master en « développement soutenable » et décrit son cursus comme un master de « gauchos décroissants ». Maëlle (mère formatrice en

milieu carcéral, père travaillant actuellement sur des projets numériques dans une école d'ingénieurs), qui succède à Nina aux AT en février 2021, est titulaire d'un master en « politiques environnementales » et a très peu de contacts avec le monde syndical avant Grandpuits. Si elle s'engage dans une association de développement durable dès son entrée dans l'enseignement supérieur, c'est au cours de sa trajectoire universitaire (elle suit un double cursus dans une université allemande qu'elle décrit comme « très à gauche » et lit des auteurs politiques de gauche en cours) qu'elle attribue de plus en plus la responsabilité du changement climatique au « système économique mondial » et considère qu'il y a un lien fort entre les problèmes sociaux et environnementaux, ce qui rend pour elle « relativement évidente » l'idée d'alliance entre organisations écologistes et syndicales. Ainsi, le passage par des filières de sciences humaines et sociales, qui « représentent un lieu d'acquisition et d'activation de dispositions politiques » (Michon, 2008 : 72) et qui « forment des conditions propices à la révolte contre l'ordre établi » (Robineau, 2022 : 127), rend cette alliance pensable et souhaitable pour Jean, Nina et Maëlle.

Outre leur socialisation à la question sociale antérieure à leur entrée aux AT et à GP, Nina et Jean se confrontent au monde syndical en tant que militants de leur organisation. Nina a été en lien avec des représentants syndicaux de deux mines de charbon, avec qui elle a discuté de l'avenir de ce secteur industriel. Si ces échanges n'ont pas débouché sur une coalition et ont été « compliqués » et parfois « impossibles », elle s'est impliquée dans une alliance ayant eu lieu entre 2017 et 2019 avec des représentants de la CGT de la raffinerie de la Mède. Elle participe à la coalition de Grandpuits dans la continuité de ces expériences militantes au cours desquelles elle se familiarise à la discussion avec des syndicalistes ouvriers. Jean s'investit dans le comité de pilotage de PJC début 2020. Cela résulte davantage de ses dispositions antérieures que des expériences de contact avec des syndicalistes en tant que salarié de GP : en 18 ans de carrière, il n'y a qu'au cours d'une seule campagne sur la pêche qu'il a « difficilement commencé [...] à bosser avec les pêcheurs artisans ».

La coalition de Grandpuits a ainsi vu s'unir des individus aux positions très éloignées dans la hiérarchie du travail : certains sont cadres d'ONG et d'autres font partie du salariat d'exécution. La position dans la hiérarchie professionnelle est une des dimensions constitutives de l'appartenance de classe mais ce n'est pas la seule. En effet, trois éléments caractérisent les classes populaires selon Olivier Schwartz (1998) : une position subalterne dans la hiérarchie du travail et dans les rapports sociaux, la dépendance ou l'assujettissement économique et enfin la distance vis-à-vis des formes culturelles dominantes. Si Valentin et Arthur sont rattachés aux classes populaires du point de vue professionnel, leurs capitaux culturels les rapprochent des classes moyennes¹³, ainsi que des militants écologistes côtoyés au sein de cette coalition. Ces syndicalistes font ainsi partie des « dominés aux études longues », groupe qui ne peut ni être complètement assimilé aux classes populaires ni aux classes moyennes (idem, 161). Cette

position intermédiaire permet de comprendre le rapprochement avec les militants écologistes. Ces derniers, bien qu'ayant un niveau de diplôme plus élevé que celui des cégétistes, sont détenteurs de capitaux culturels acquis dans des filières de sciences humaines et sociales qui les prédisposent davantage à faire preuve de compréhension vis-à-vis des classes populaires que d'autres militants écologistes plus distants socialement (Malier, 2021). Leur position compréhensive est également liée à leur socialisation militante préalable au cours de laquelle ils se sont mobilisés avec des syndicalistes. De même, la socialisation militante des cégétistes renforce le rapprochement social avec les écologistes dans la mesure où, parmi leurs camarades partisans de RP, se trouvent de nombreux étudiants et enseignants.

3. La coalition à l'épreuve de ses ambiguïtés

L'alliance de Grandpuits est, comme toute coalition contestataire, porteuse d'une « ambiguïté constitutive » parce que composée par des « mouvements ou organisations aux enjeux distincts et poursuivant leurs enjeux propres » qui ne partagent pas forcément la même « vision de la lutte et de ses objectifs » mais présentent souvent de « sensibles écarts distinctifs » à ce propos (Mathieu, 2012 : 66-67). Comme nous l'avons vu, Valentin et Arthur s'impliquent dans cette coalition dans la perspective de l'avènement d'une « révolution » qui mettrait clairement fin au « capitalisme ». En revanche, Jean explique que si GP se prononce, depuis peu, pour « une sortie du libéralisme », la société à laquelle aspirent les militants de l'organisation pourrait ressembler à « un capitalisme régulé, un peu keynésien ». L'objectif de la lutte à long terme n'est pas le seul sujet à propos duquel les militants ne partagent pas la même vision. Les moyens d'action à employer afin de parvenir au changement social ne font pas non plus consensus. Les actions menées par les AT et GP sont exclusivement non-violentes. Cette restriction de répertoire d'actions n'est pas partagée par Valentin. Selon lui, la violence peut être légitime, et nécessaire, pour renverser le système capitaliste. Comment expliquer que, malgré la poursuite d'objectifs contestataires partiellement distincts et d'importantes divergences sur les répertoires d'actions légitimes à employer, cette coalition ne se délite pas ? De quelles manières se maintient-elle malgré son hétérogénéité ?

3.1. Une temporalité peu propice à la clarification des ambiguïtés

Divers aspects de la temporalité dans laquelle se déroule la coalition sont plutôt défavorables à la clarification de la vision de la lutte et de ses objectifs. Le premier d'entre eux est que, selon Nina, le partage d'objectifs communs pendant le temps court de mobilisation (dénonciation du PSE et du « greenwashing » de Total, promotion de l'idée selon laquelle la transition écologique doit se faire avec les travailleurs) marginalise durant cette phase les désaccords de fond portant sur les objectifs politiques à long terme. Si la mobilisation contre le PSE de Total est terminée depuis le rejet du recours juridique de la CGT contre ce PSE en janvier 2022, elle n'est pas complètement essoufflée du point de vue de la coalition : l'élaboration du projet de reconversion alternatif est toujours en cours en mai 2022.

13. La position des militants du point de vue du capital économique n'est pas étudiée ici car elle n'est pas déterminante dans les relations entre les syndicalistes et les écologistes.

Les militants sont davantage concentrés sur l'élaboration concrète du projet, qui est, selon Denis, militant de la CP participant à la coalition, un préalable indispensable à un débat sur sa finalité. La clarification de cette dernière n'est pas encore favorisée par la temporalité propre de la mobilisation. La disjonction entre cette temporalité et celle de la campagne présidentielle de 2022 n'incite pas non plus les militants à clarifier leurs rapports respectifs à cette élection. GP se revendique comme une organisation « apolitique » et l'engagement conjoint à GP et dans le champ politique est inenvisageable aux yeux de ses militants. Au contraire, Valentin et Arthur revendiquent leur appartenance à RP. Valentin s'exprime au cours d'un meeting de soutien à Anasse Kazib, candidat de RP à la présidentielle qui n'a pas obtenu les 500 parrainages, en tant que membre du parti mais également en tant que syndicaliste à Grandpuits. Cette ambiguïté à propos de l'étiquette au nom de laquelle ils s'expriment aurait pu être « très compliquée » pour GP. Elle ne génère toutefois pas de tensions car la campagne présidentielle a été active au moment où l'alliance de Grandpuits était la moins visible médiatiquement. Enfin, le déroulement de cette mobilisation dans le contexte de la pandémie de Covid-19 favorise également la non-expression de désaccords au sein de la coalition. Une partie importante des réunions de la coalition se déroule en visioconférence. Ce contexte d'interaction rend plus inconfortable l'évocation de sujets pouvant susciter des désaccords et ne permet pas d'échanges hors du cadre des réunions, potentiellement plus propices à des discussions informelles, en plus petit nombre, au cours desquelles le coût social du désaccord est plus faible. Ces facteurs contextuels ne sauraient toutefois pas expliquer à eux seuls le maintien de la coalition malgré la coexistence en son sein de rapports à la lutte différents.

3.2. L'évitement des sujets conflictuels et l'euphémisation des désaccords

Des facteurs interactionnels permettent également d'expliquer ce maintien. Ils s'inscrivent dans le « travail du consensus, c'est-à-dire un évitement des thèmes susceptibles de faire apparaître ou d'aviver des lignes de clivage existantes », qui est nécessaire au maintien de toute coalition contestataire d'après Lilian Mathieu (2012 : 71) et qui s'observe effectivement au sein d'autres alliances improbables entre militants de classes moyennes supérieures et travailleurs de classes populaires (Chérubin, 2020). Certains membres de la coalition de Grandpuits évitent ainsi volontairement les sujets conflictuels. C'est le cas de Jean, qui est le membre de la coalition qui s'identifie le plus à PJC. Au nom des principes fondateurs de ce collectif, il prône l'action commune sur des sujets qui font consensus et estime qu'il ne faut pas chercher à se « mettre d'accord sur tout ». Il évoque ainsi des « discussions qui ont pu émerger » sur la finalité politique des actions menées mais qu'ils « n'avai[ent] pas besoin de mener jusqu'au bout ». Une des modalités de cet évitement des sujets conflictuels est la prise de décision par consensus : si une organisation ne souhaite pas prendre position sur un sujet abordé, il n'y aura pas de prise de position au nom de la coalition. La prise de décision par le vote risquerait de « casser la dynamique » selon Jean.

Le vote peut en effet générer des tensions au sein des coalitions et contribuer à leur délitement (Pagis, 2006). Denis évite également de se positionner sur un sujet à propos duquel il est en désaccord avec le reste du collectif. Il a des réserves sur de nombreux points techniques à propos de l'hydrogène vert, une des solutions envisagées dans le plan de reconversion alternatif. Sa connaissance de l'hydrogène provient de sa socialisation professionnelle. Il a en effet travaillé toute sa carrière dans l'industrie pétrolière et n'est devenu paysan qu'à sa retraite. Il n'a jamais dit aux autres militants qu'il a travaillé dans l'industrie pétrolière car il participe à la coalition en tant que membre de la CP. Il ne souhaite pas imposer son point de vue d'ancien travailleur de l'industrie pétrolière sur ce sujet. Il ne préfère pas dire ses réticences à propos de l'hydrogène afin de « ne pas casser les pattes à [ses] chers amis de la raffinerie ». Il arrive que les sujets conflictuels ne soient pas évités. Par exemple, Denis n'est pas favorable à l'une d'une des autres pistes envisagées pour le projet alternatif : la production de gaz biosourcé par méthanisation. En effet, la CP a un positionnement critique vis-à-vis de la méthanisation, qu'il partage largement. De ce fait, il se doit d'exprimer son opposition. Il ne souhaite toutefois pas le faire de manière frontale et euphémise alors son propos. Il « leur fait toucher du doigt les inconvénients [de la méthanisation] » : il évoque de temps en temps certaines critiques et dit parfois être « sceptique » vis-à-vis de certains aspects de la méthanisation. L'expression non conflictuelle de désaccords se retrouve également dans ce récit d'une des premières réunions de la coalition :

Nina : Je crois que dans une des premières réunions y'a [...] un peu des moments de flottement sur «qu'est-ce qu'on pourrait faire à la place de ce qui est proposé», et je sais plus je crois que c'est un mec de l'Union départementale de la CGT de Seine-et-Marne qui voulait faire [petit silence] qui voulait brûler des déchets je crois principalement. Et on a un petit temps en disant [prend un ton précautionneux] «bah en fait, peut-être pas, c'est peut-être pas le projet le plus vertueux sur le plan de la transition écologique» [Entretien du 20/04/2022]

La qualification de cette interaction comme « moment de flottement » et l'euphémisation de l'expression de son désaccord montrent une volonté de ne pas aviver des lignes de clivage, de ne pas trop heurter des membres de la coalition et ainsi de préserver le groupe militant. L'atténuation du désaccord est également utilisée par Arthur lors d'une formation sur l'action non-violente organisée par les militants écologistes en vue de la préparation de l'action du 9 février 2021 devant le siège de Total. Lors de cette formation, que Valentin confie en entretien avoir vécu « un peu bizarrement », un militant écologiste explique sous la forme d'une leçon ce qu'est l'action non violente et son intérêt militant. Lorsqu'il demande à Arthur si son explication est claire, celui-ci, qui partage l'opinion de Valentin sur ce mode d'action, souligne avec dérision qu'il n'a pas eu besoin d'un cours sur la non-violence pour mener des actions s'en rapprochant :

Arthur : Ouais alors ce qu'est marrant c'est que nous on est en grève. Donc une grève c'est une stratégie d'action non violente en réalité [Emission France Inter]¹⁴

La plaisanterie est un autre moyen de ne pas avoir de débat sur la stratégie à long terme de la mobilisation. Nina, qui affirme ne pas être « révolutionnaire » en entretien, raconte ainsi qu'elle aborde avec Valentin les sujets politiques sur le mode de l'humour.

Nina : *Valentin à chaque fois il se foutait de moi il disait «nan mais Nina, t'inquiètes, dans 6 mois t'es révolutionnaire», j'étais là «oui oui» [rit]. Donc c'était sujet à piques drôles entre nous, plus que des discussions politiques profondes, sur le sens de la révolution, comment parvenir au changement, et tout ça.*
[Entretien du 20/04/2022]

Il faut enfin souligner que tous les membres recourent diversement à l'évitement et à l'euphémisation du dissensus. Valentin explique avoir exprimé ses réserves quant à la théorie de l'action non-violente des écologistes. Il aurait souhaité avoir davantage de débats stratégiques avec les autres organisations. Selon lui, de tels débats, menés en interne, ne sont pas incompatibles avec le maintien d'un « front commun » sur des luttes comme celle-ci. Les conceptions différenciées de la gestion des désaccords au sein de la coalition renvoient principalement aux ethos organisationnels hétérogènes de ses membres. Si Jean opte pour le maintien du consensus du fait de son appartenance et de son identification à PJC, c'est la culture organisationnelle de RP, qui valorise les débats où les désaccords sont clairement exposés afin de se distinguer des autres organisations sur le plan stratégique, qui explique le positionnement de Valentin.

Conclusion

La coalition de la raffinerie de Grandpuits s'inscrit dans des stratégies de légitimation organisationnelles. Il s'agit d'un motif récurrent d'alliance entre organisations protestataires. En effet, il est fréquent, comme à Grandpuits, que des organisations s'unissent pour lutter contre une image extérieure négative (Fréour, 2004) et plus largement pour donner une autre image d'elles-mêmes dans l'opinion publique (Bérout, 2009 ; Mathieu, 2009). L'existence d'intérêts communs à l'alliance permet de rendre compte du maintien de celle-ci malgré des divergences de fonds, ainsi que l'observent Jouzel et Prete (2015) dans une coalition entre agriculteurs et écologistes. Comme dans d'autres cas (Bérout, 2009 ; Pagis, 2006), la formation de la coalition de Grandpuits est favorisée par l'existence de mobilisations préalables entre les organisations qui s'unissent. Le partage de propriétés sociales analogues par les militants est explicatif de la formation (Chérubin, 2020) et du maintien (Pagis, 2006) des coalitions contestataires, dont celle de Grandpuits. Celle-ci se maintient aussi du fait d'un travail d'évitement des sujets conflictuels, qui s'observe lui aussi dans d'autres coalitions (Chérubin, 2020 ; Mathieu, 2001), ainsi que par l'euphémisation des désaccords et l'usage de l'humour en cas d'évocation de sujets non consensuels, qui n'ont pas été repérés par la littérature comme mode de gestion du dissensus au sein des coalitions. L'analyse présentée dans cet article montre ainsi l'apport heuristique de la mobilisation des outils de la

14. Je n'ai pas assisté à cette formation. Cet extrait provient d'une émission France Inter, que je ne cite pas pour préserver l'anonymat.

sociologie des coalitions contestataires pour l'analyse des alliances entre syndicats et organisations écologistes qui n'avaient pas encore été étudiées avec ces outils-là.

L'intérêt sociologique de la coalition de Grandpuits peut aller encore au-delà des questions abordées dans cet article. Elle pourrait constituer un observatoire privilégié du rapport des classes populaires aux questions écologiques. La compréhension de ce rapport, qui est essentiellement appréhendé du point de vue des styles de vie (Comby et Malier, 2021), peut être enrichie par une sortie de « l'encliquage militant » pour saisir les « rapports ordinaires » (Buu-Sao, 2019 : 126) des raffineurs à la coalition de Grandpuits. En effet, un autre volet de mon enquête s'intéresse à cette question et révèle des positionnements différenciés vis-à-vis de la coalition. Si certains raffineurs interrogés sont plutôt favorables à cette alliance, d'autres le sont moins et expriment des réserves allant du doute sur l'utilité de l'alliance jusqu'à l'affirmation du bien-fondé écologique du projet de Total. Il s'agit, dans ce volet de l'enquête, de saisir les logiques sociales de ces prises de position.

Annexe I : Liste des sigles

AT	Amis de la Terre
CGT	Confédération générale du travail
CP	Confédération paysanne
GP	Greenpeace
PJC	Plus jamais ça
PSE	Plan de sauvegarde de l'emploi
RP	Révolution Permanente

BIBLIOGRAPHIE

- Bécot, R. (2013), « Les germes de la préoccupation environnementale dans le mouvement syndical : sur les rapports entre syndicalisme et productivisme ». In Pessis C., Topçu S. et Bonneuil C. (éd.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, Paris, pp. 231-248.
- Bécot, R. (2018), « La CFDT face à la mutation du système énergétique français (1973-1977) », in *Le Mouvement Social*, n°262, pp. 1735.
- Bérout S. (2009), « Les opérations « Robins des bois » au sein de la CGT Energie. Quand la cause des chômeurs et des « sans » contribue à la redéfinition de l'action syndicale », in *Revue française de science politique*, n°59, pp. 97-119.
- Bérout S. (2015), « Sur la pertinence heuristique du concept de champ syndical ». In Quijoux M. (éd), *Bourdieu et le travail*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, pp. 323-339.
- Bonneuil, C., Choquet, P-L. et Franta, B. (2021), « Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971–2021 », in *Global Environmental Change*, n°71, pp. 102386.
- Buu-Sao, D. (2019), « Prendre le parti de l'enquête. Positionnements ethnographiques en terrain conflictuel », in *Genèses*, n°115, pp. 123-137.
- Cacciari, J., Dodier, R., Fournier P., Gallenga, G. et Lamanthe, A. (2014), « Observer la transition énergétique « par le bas ». L'exemple des acteurs du bassin minier de Provence », in *Métropolitiques*.

- Chérubin, A. (2020), « Quand militant·es cyclistes et chauffeurs de bus font cause commune », in *Revue française de sociologie*, n°61, pp. 531-557.
- Comby, J.-B. (2011), « Ancrages et usages sociaux des schèmes d'appréhension d'un problème public. Analyses de conversations sur les changements climatiques », in *Revue française de science politique*, n°61, pp. 421-445.
- Comby, J.-B. et Malier, H. (2021), « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines*, n°124, pp. 37-66.
- Eliasoph, N. (2010 [1998]), *L'évitement du politique: comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, Paris.
- Fréour, N. (2004), « Le positionnement distancié de Greenpeace », in *Revue française de science politique*, n°54, pp. 421-442.
- Gaborit, M. et Grémion, T. (2019), « Jaunes et verts. Vers un écologisme populaire ? », in *La Vie des idées*.
- Ghis Malfilatre, M. (2021), « Les travailleurs de l'atome dans la mobilisation antinucléaire. Savoirs professionnels, contre-expertise syndicale et citoyenneté au travail dans l'après-68 », in *Sociétés contemporaines*, n°121, pp. 578-8.
- Hamidi, C. (2006), « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », in *Revue française de science politique*, n°56, pp. 525.
- Jouzel, J. et Prete, G. (2015), « Mettre en mouvement les agriculteurs victimes des pesticides. Émergence et évolution d'une coalition improbable », in *Politix*, n°111, pp. 175-196.
- Malier, H. (2021), « No (sociological) excuses for not going green: How do environmental activists make sense of social inequalities and relate to the working class ? », in *European Journal of Social Theory*, n°24, pp. 411-430.
- Mathieu, L. (2001), *Mobilisations de prostituées*, Belin, Paris.
- Mathieu, L. (2009), « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de « Nous sommes la gauche » à Occupation » », in *Revue française de science politique*, n°59, pp. 77-96.
- Mathieu, L. (2012), *L'espace des mouvements sociaux*, Éditions du croquant, Bellecombe-en-Bauges.
- McAdam, D., Tarrow, S. et Tilly, C. (2001), *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Michon, S. (2008), « Les effets des contextes d'études sur la politisation », in *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, n°163, pp. 63-75.
- Mischi, J. (2008), « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », in *Politix*, n°83, pp. 105-131.
- Mischi, J. (2016), *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Agone, Marseille.
- Ollitrault, S. (2008), *Militer pour la planète : Sociologie des écologistes*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- Pagis, J. (2006), « Behind their common struggle against GMOs: Political cultures that divide », in *Focaal*, n°48, pp. 49-66.
- Piotet, F. (2009), « La CGT, une anarchie (plus ou moins) organisée ? » in *Politix*, n°85, pp. 9-30
- Remy, E. (2021), *Ce n'est pas en raffinant qu'on devient raffineur. Une ethnographie de l'expérience sensible du travail d'opérateur en raffinerie de pétrole.*, Thèse de doctorat, Paris Dauphine.
- Rimbert, P. et Crespo, S. (2004), « Devenir syndicaliste ouvrier: « Journal » d'un délégué CGT de la métallurgie », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, pp. 34-75.
- Robineau, C. (2022), *Devenir révolutionnaire. Sociologie de l'engagement autonome*, La Découverte, Paris.
- Schwartz, O. (1998), *La notion de classes populaires*, Habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Saint-Quentin en Yvelines.